



**EUROPEAN
FORUM**
Bruxelles

Déclaration finale – Forum Européen de Bruxelles

L'Europe vit une situation de crise politique et économique de plus en plus alarmante. Les défis se multiplient : les politiques d'austérité, l'accroissement des inégalités, la crise énergétique, le changement climatique, la gestion du Brexit, la crise de la migration, les menaces sur la paix, la relance de l'armement et le racisme croissant et menaçant.

Dans ce contexte, le 3ème Forum européen des forces européennes écologistes, progressistes et de gauche, les 8, 9 et 10 novembre, après les éditions de Marseille en 2017 et Bilbao en 2018, est une bonne nouvelle.

***Ce Forum est un espace politique de travail
en commun et d'actions convergentes pour
promouvoir un nouvel avenir en Europe.***

Ce Forum progresse et devient un espace politique, de travail en commun et de réflexion à des actions convergentes pour toutes celles et ceux qui veulent promouvoir un nouvel avenir en Europe. Tous les peuples et les nations aspirent à la liberté, à la justice, au développement social, à la solidarité, à la paix, à la protection de nos divers biens communs et à la durabilité environnementale.

Pour la première fois à l'occasion des dernières élections européennes, la grande coalition n'obtient pas la majorité absolue des sièges. Les verts progressent. Mais la percée de l'extrême-droite et des secteurs les plus réactionnaires de la droite, des défenseurs du patriarcat et des xénophobes est alarmante. Les mobilisations sociales et populaires ont besoin de débouchés positifs. C'est à cela que nous devons travailler. Nous devons saisir toutes les opportunités pour contrer les politiques néolibérales, autoritaires et prédatrices pour faire avancer des solutions de justice sociale et environnementale, de paix et de solidarité.

Nous qui sommes réunis à Bruxelles dénonçons le fait que la configuration actuelle de l'UE inscrite dans ses traités n'est ni une articulation de solidarités entre les économies nationales, ni en mesure de répondre aux urgences sociales et écologiques, devenant un instrument au service des grandes économies capitalistes et néolibérales qui ont dominé le processus de construction européenne, en concevant une architecture



institutionnelle qui combine mondialisation financière et productivisme, tout en limitant de manière irresponsable ses politiques de justice fiscale et de redistribution de la richesse. Les biens communs en sont également les victimes. Or la dette environnementale ne se négocie pas, et l'horloge tourne.

Ainsi, nous qui participons au Forum des forces vertes, progressistes et de gauche de l'Europe sommes conscients que nous devons agir sur les causes réelles de la crise si l'on ne veut pas qu'elle s'aggrave et conduise à des catastrophes sociales, économiques et écologiques, néfastes à la grande majorité des populations.

L'objectif est de construire une Europe socialement et écologiquement durable, pleinement démocratique, basée sur les principes de la souveraineté populaire, libérée du patriarcat, qui lutte contre tous types de discriminations.

L'objectif est de construire une Europe socialement et écologiquement durable, pleinement démocratique, basée sur les principes de la souveraineté populaire, libérée du patriarcat, qui lutte contre tous types de discriminations et engagée dans la construction d'un monde multipolaire de paix et de solidarité.

La construction de cette alternative implique le développement d'une série de propositions basées sur une série de principes, parmi lesquels nous soulignons :

1 Défendre le plein emploi et le travail décent ; et utiliser l'économie pour améliorer les conditions de vie de la majorité. Nous devons anticiper les grandes mutations du travail et, en particulier, le rôle de plus en plus important des plates-formes numériques, et nous devons réexaminer la relation des travailleurs avec leurs outils. Cela suppose de rompre avec les politiques européennes actuelles qui organisent le dumping social, la concurrence entre les travailleurs et entre leurs systèmes de protection sociale.

Nous proposons des solutions : des salaires minimums garantis, avec la réduction de l'âge de la retraite et du temps de travail hebdomadaire, basés sur la cohésion sociale et territoriale des peuples européens à travers des critères garantis de convergence ascendante en termes de salaires, d'emploi, de protection sociale et de services publics de qualité, ainsi que des régimes européens de couverture chômage.

2 Une proposition de transition écologique doit développer des mesures qui transforment le modèle de production, de consommation et d'échange et améliorer les politiques de lutte contre le changement climatique, de protection animale et de biodiversité, le productivisme ne doit plus être au cœur de la logique, mais bien la préservation durable de nos biens communs, écologiques, économiques et sociaux.



Nous proposons une nouvelle relation à l'utilisation de l'eau, la gérant comme un bien commun, rendant les politiques agricoles et de la pêche plus équitables sur les plans sociaux et environnementaux.

Nous défendons un nouveau modèle énergétique européen propre et basé sur les énergies renouvelables, à partir d'un modèle d'autosuffisance énergétique, dans lequel l'approvisionnement énergétique est considéré comme un droit, en établissant des mécanismes pour le développement de l'efficacité énergétique, en établissant des mécanismes d'intervention et de contrôles plus stricts et en leur fournissant une approche démocratique avec des mesures de souveraineté énergétique qui favorisent des mesures de développement durable dans des secteurs clés de l'économie sociale.

3 Nous défendons la place des services publics au sein de la société. L'éducation, la santé, le logement, la mobilité sont des droits. Les Etats et les peuples doivent pouvoir refuser la marchandisation pour en garantir l'universalité et l'accessibilité.

Nous proposons de protéger les services publics à la fois des politiques d'austérité et aussi de celles de mise en concurrence avec le secteur privé.

4 Nous considérons la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes comme un principe fondamental de l'intégration européenne qui contribue à combler l'écart qui existe entre la reconnaissance du droit, sa garantie législative et son application effective.

Nous proposons de promouvoir l'égalité salariale et l'autonomisation des femmes par la mise en œuvre de politiques d'égalité des sexes et la formulation d'objectifs clairs et contraignants pour faire respecter l'égalité des sexes à tous les niveaux.

5 Nous défendons une Europe de paix, débarrassée des armes nucléaires, qui soutient le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN), qui promeut la paix et la solidarité entre tous les peuples du monde, qui assume l'inaliénabilité des droits civils, politiques et sociaux fondamentaux de ses habitants, qui soit ouverte et solidaire, au service du développement d'un monde multipolaire, qui mette fin à "l'Europe forteresse" aux politiques migratoires sélectives et discriminatoires et garantisse son commerce dans le respect des droits humains et dans un commerce juste et complémentaire et en finisse avec la militarisation croissante de l'Europe et sa soumission à l'OTAN.

6 Nous défendons une Europe qui promeut un modèle de développement de nos sociétés non plus axé sur le profit à court terme de quelques-uns mais sur la protection de tous nos biens communs. Nous souhaitons une Europe qui place l'humain au cœur de toutes ses préoccupations, plus que les intérêts particuliers de quelques multinationales. Nous affirmons que cette vision est incompatible avec une Europe néolibérale conservatrice. Nous voulons un nouveau modèle démocratique, appuyé sur une participation délibérative et inclusive des citoyens. Nous combattons la criminalisation des mouvements sociaux et la persécution des militants en Europe et dans le reste du Monde.



7 Nous soutenons l'esprit du Manifeste de Ventotene, dénonçant que cette volonté de construire une Europe plus juste, plus sociale, plus démocratique est trahie, manipulée par ceux qui portent son nom, développant une Union européenne ultra-centralisée, néolibérale, autoritaire, prédatrice, dirigée par des institutions sans aucun contrôle démocratique, qui a provoqué la pire crise systémique et climatique depuis 1945.

En ce sens, ce Forum a apporté des contributions à travers les différents panels, ateliers et assemblées organisés. Ces travaux sont complémentaires à cette déclaration.

A chaque force politique, sociale ou syndicale de les traduire dans son champ d'action pour faire de 2020 une année de mobilisation et de luttes populaires où s'exprime la volonté de millions d'Européens de lutter pour une société meilleure.

Nous poursuivrons notre travail avec un Plan d'Action partagé avec les mouvements de citoyens, les mouvements sociaux et les syndicats,

Ainsi, nous estimons nécessaire de poursuivre les travaux de ce 3^{ème} Forum tout au long de l'année 2020, à travers la mise en œuvre d'un Plan d'Action partagé avec les mouvements de citoyens, les mouvements sociaux et les syndicats, qui a été discuté dans différents panels, assemblées et ateliers.

Nous appelons tous les peuples d'Europe à se joindre aux luttes féministes, sociales, syndicales, écologistes, LGBTQI, citoyennes et pacifistes.

Nous appelons tous les peuples d'Europe à se joindre aux luttes féministes, sociales, syndicales, écologistes, LGBTQI, citoyennes et pacifistes; nous appelons aussi à participer aux mobilisations qui affrontent les politiques économiques et militaires agressives promues par le gouvernement des États-Unis. Nous appelons à la mobilisation contre l'extrême-droite, et les idées qu'elle porte dans le débat politique.



Ainsi, nous qui nous sommes rencontrés ces jours-ci à Bruxelles, relèvent le défi de travailler pour que les opportunités de coopération et de coordination entre les forces pluralistes participant à ce Forum continuent dans les différentes actions citoyennes, sociales, politiques, syndicales et institutionnelles qui seront développées en l'an 2020.

Afin de faire progresser cette coopération et cette coordination et d'assurer la continuité des groupes de travail existants, nous assurerons la continuité du Groupe de travail qui fonctionne depuis le premier Forum, et nous établirons une coordination politique avec une représentation des trois piliers qui forment le Forum et une coordination exécutive qui assure le suivi et le développement des tâches et des objectifs que nous avons approuvés ces jours-ci.

Enfin, à partir de ce moment, nous sommes appelés à préparer la célébration du IV^{ème} Forum comme une continuité à notre volonté unitaire.

Bruxelles, les 8-10 novembre 2019

